

conditions et comme on ne peut jamais savoir où se cache le glaive de la vengeance, j'estimais qu'il n'y avait qu'à se fier à sa destinée, à sa chance, ainsi que je l'avais toujours fait au feu.

Un jour cependant je le frôlai peut-être ce glaive caché sous le voile de la séduction d'une captivante beauté venant me supplier d'arrêter le bras du conseil de guerre levé sur son mari, un jeune colonel convaincu de relations traîtresses avec les dissidents et qui, d'après de nombreux avis qui me furent adressés, voulait me faire assassiner. La belle charmeuse eut recours aux élans les plus pathétiques, aux jeux de scène les plus séduisants, les plus éblouissants et les plus dramatiques, m'infligeant le rôle de saint Antoine dans la tentation, pour m'offrir peut-être celui d'Holopherne, car en somme tout le monde peut trouver sa Judith, même de jour! Ah! s'il n'y avait eu que le glaive? mais... le devoir! quelle cuirasse! « Enfin, monsieur, que faut-il donc faire pour vous fléchir? » s'écria-t-elle; et, baissant des yeux où je ne voyais plus que des larmes, de dévouement à sa cause sans doute, elle me remercia dans un effort gracieux, de lui permettre d'aller voir son mari, et je l'accompagnai jusqu'au grand escalier du ministère.

Quelques jours après, à l'heure du crépuscule, un officier belge passant sur le trottoir du ministère que je suivais chaque jour et à la même heure, reçut deux coups de poignard d'un Mexicain lui disant en pur castillan: « Voilà pour le capitaine Blanchot. » C'était précis. Le destin était donc pour moi contre les menaces ténébreuses dont j'étais l'objet. Aussi devais-je toute ma reconnaissance au jeune camarade belge qui avait eu l'amabilité de passer avant moi sur le trottoir et l'heureuse adresse de parer le premier coup puis de détourner le second qui ne lui fit qu'une forte éraflure.

En quittant le ministère, j'avais donc tous les droits de ne pas emporter que des regrets, car le métier de sous-secrétaire d'Etat à poigne n'était pas toujours charmant.

CHAPITRE XVII

LE MARÉCHAL CONFOND SES ACCUSATEURS

Du 10 Décembre au 31 Janvier 1867

Situation créée par la rupture des relations directes. — Intrigues du général Castelnau — Complot des cléricaux contre le Maréchal. — Les trois lettres. — Complot du ministre de France et du général Castelnau contre le Maréchal. — Lettre du général Douay, du 27 décembre. — Démarche secrète du ministre de France et du général Castelnau auprès de Maximilien. — Mise au point des accusations portées contre le maréchal Bazaine par les généraux Douay et Castelnau. — Protestation du Maréchal à son ministre de la guerre — Procès du général Castelnau. — Lettre tardive du maréchal Niel au maréchal Bazaine. — Conclusion.

La déclaration gouvernementale du 3 décembre constituait un événement politique de la plus haute importance.

A partir de sa notification officielle aux représentants de la France, l'alliance n'existait plus entre celle-ci et le gouvernement impérial; l'intervention de nos troupes prenait fin. Et pourtant, étrange anomalie! celles-ci devaient encore protéger le gouvernement de Maximilien dans toutes les localités qu'elles occuperaient jusqu'à leur départ du Mexique.

Il existait en outre dans ce document une résolution qui était non seulement extraordinaire, mais d'une convenance politique douteuse. Désormais, les représentants de la France ne communiqueraient plus directement avec l'Empereur, mais bien avec le président du Conseil. Comment osait-on empêcher le Maréchal qui, depuis quatre années, avait été le bras droit de l'Empereur de communiquer avec Sa

Majesté, même pour traiter des questions intérieures ou internationales? C'était blessant pour le Maréchal, c'était surtout humiliant pour la personne de l'Empereur. Le Souverain en donna la preuve par les démarches personnelles qu'il fit ultérieurement auprès du Maréchal. Il y avait encore dans cette affaire la main du Père Fischer qui, continuant l'application du séquestre sur la personne de l'Empereur, voulait éviter tout contact du Souverain avec le Maréchal qu'il savait avoir sur lui une influence qu'on ne pouvait contrecarrer autrement qu'en isolant le prince. C'était la perte certaine de Maximilien; mais qu'importait cette considération à ce misérable intrigant, s'il lui restait encore une chance sur cent d'assurer le pouvoir aux cléricaux qui lui donneraient ensuite la mitre productive de Durango? Il y avait donc scission complète entre les deux éléments français et mexicain. Officiellement, ouvertement, ce n'était ni la paix ni la guerre; mais sourdement de la part du gouvernement cléricale, c'était bien cette dernière qui était en jeu.

Dans ces conditions, nous n'avions plus qu'à quitter ce pays que nous avions tenu dans notre main, à qui nous étions sympathique, à qui nous avions fait un bien considérable, matériellement et moralement, et dont le parti intransigeant de Juarez n'a pas permis de tirer tout le profit qu'il comportait. Nous allions l'abandonner ainsi sans avoir fait la paix avec nos adversaires du début, cent fois vaincus cependant, et sans avoir conservé l'amitié de ceux qui nous avaient appelés et à qui nous avions donné tout ce qu'ils pouvaient sagement désirer. A qui la faute? A tout le monde peut-être, à des degrés différents, excepté à l'armée française.

Je reprenais ainsi mes fonctions d'aide de camp du Maréchal pour assister plutôt à la concentration du corps expéditionnaire et aux préparatifs du départ pour Vera-Cruz... et pour la France; car le Maréchal, en raison des conditions nouvelles faites par le Gouvernement de Maximilien, comme commandant en chef, n'aurait pas dû avoir, désormais, d'autres préoccupations.

Cependant il n'en fut pas ainsi, grâce à l'esprit d'intrigue endiablé qui caractérisait tout particulièrement au Mexique le parti cléricale intransigeant; grâce surtout au général Castelnau qui avait raté la principale obligation de sa mission, celle de déterminer l'abdication et le départ de Maximilien, conséquemment enfin la formation d'un gouvernement devant remplacer l'Empire et avec lequel on pût traiter. Dans ces conditions et pour occuper son temps, le général n'avait plus qu'à fouiller dans les actes du Maréchal pour y trouver enfin le moyen de révéler sa perspicacité à l'Empereur Napoléon. Pour ce faire, il se laissa tout naturellement englober, je dirai presque compromettre jusqu'à un certain point, dans les intrigues cléricales, principalement celles du Padre Fischer; et cela je crois plus maladroitement que malicieusement.

Il se produisit à ce moment, un incident singulier, je pourrais dire un complot finement mais fort déloyalement conçu et exécuté par la camarilla du gouvernement et de l'Empereur pour détruire l'unité d'action des trois représentants de la France, paralyser leur influence auprès de Maximilien et surtout les efforts qu'ils faisaient pour le décider à se démettre de sa couronne.

Ce trio de personnages était l'ennemi, il fallait brouiller les cartes de son jeu, et, pour ce faire, mettre à profit les tendances du général Castelnau à admettre, dans la pensée du Maréchal, l'intention de retarder le départ de nos troupes, ce qui serait rendu possible par le maintien de l'Empire.

Les organisateurs occultes de cette trame machiavélique imaginèrent alors de faire apparaître des documents qui, remis à l'inquisiteur de Napoléon III, étaient destinés à le convaincre du double rôle que jouait le maréchal Bazaine.

Ces documents consistaient en trois lettres écrites par des personnalités absolument hétéroclites, qui révélaient de la part de leurs auteurs une entente préalable pour produire, sous trois formes différentes, la même constatation qui faisait suspecter la bonne foi du Maréchal dans son action auprès de

Maximilien. Ce qui parut étrange, c'est que ces lettres étaient datées du même jour, le 3 décembre et la troisième du 5. Les signataires étaient : L'archevêque de Mexico qui éprouvait, on ne sait trop pourquoi, le besoin d'informer la princesse Iturbide qu'on lui avait dit que le maréchal Bazaine désirait le retour de l'Empereur à Mexico et que l'Empereur Napoléon III le désirait aussi ;

Le colonel autrichien Kodolitch, alors aide de camp de Maximilien, qui déclarait solennellement que, lorsqu'il avait quitté Mexico pour rejoindre l'Empereur à Orizaba, le Maréchal lui avait affirmé que si le Souverain revenait à Mexico les troupes françaises pourraient rester encore un an au Mexique.

La première de ces lettres n'avait pas raison d'être de la part de l'archevêque de Mexico à une princesse qui n'avait aucun caractère officiel et se tenait très sagement à l'écart des agitations politiques. Cette correspondance, que rien ne justifiait, avait tous les caractères d'un faux. Et il a fallu une forte dose de naïveté pour en faire état.

Quant au deuxième document, étant donné la notion que j'avais acquise du caractère du colonel Kodolitch, s'il n'était pas faux lui aussi, ou truqué, il n'avait assurément été obtenu de son auteur que par surprise et pour servir à un but déterminé dont il ne soupçonnait pas la nature. Du reste, sans incriminer en aucune façon la bonne foi du colonel Kodolitch, il convient de remarquer que cette opinion du Maréchal pouvait être fondée le 18 novembre, en partie tout au moins, tandis qu'elle n'était plus dans son esprit le 3 décembre, car dans l'intervalle de ces deux dates, les conditions avaient complètement changé par suite des ordres reçus de Paris. En tout cas, le Maréchal ne déclarait pas que toutes les troupes pourraient rester au Mexique pendant une année encore ; mais bien le dernier échelon de rapatriement, comme cela avait été admis par le gouvernement français, conformément au traité de Miramar, et avant que celui-ci n'eût

décidé de rappeler le corps expéditionnaire en entier au commencement de 1867.

Enfin, le troisième document invoqué contre le Maréchal est encore plus insignifiant que les deux autres. Il émanait du général Tavera, ministre de la Guerre, et était présenté sous forme de lettre adressée à un inconnu, ce qui me permet de le considérer comme une réponse à une demande formulée par le Père Fischer. Le général Tavera raconte qu'étant allé voir le Maréchal avec le Président du Conseil, au moment du départ de celui-ci pour Orizaba, quelques semaines avant, et après avoir réglé diverses questions secondaires, le Maréchal aurait déclaré que la récente politique de l'Empereur était la meilleure, car, avec le parti conservateur, Sa Majesté pourrait faire le bien du pays, qu'il désirait son retour à Mexico et que, personnellement, il était disposé à le soutenir comme par le passé en se conformant aux prescriptions de l'Empereur Napoléon. Le général terminait par cette phrase révélant le caractère du document : « Voilà ce qui s'est passé avec le Maréchal, et ce que je vous dis pour votre gouverne. »

Ce que disait le général mexicain était simple, naturel et ne pouvait être d'un grand profit pour la « gouverne » diabolique de Fischer. Et cependant je suis convaincu que Tavera n'a pas écrit que la *récente politique de l'Empereur était la meilleure, car avec le parti conservateur, Sa Majesté pourrait faire le bien du pays*. Cela n'était pas possible car, en raison des pourparlers qui s'engagèrent entre lui et le Maréchal au sujet du retour des généraux Marquez et Miramon, les leaders militants de ce parti conservateur, pourparlers dont j'ai été l'intermédiaire, Tavera savait parfaitement que la présence au pays de ces deux éléments d'action des conservateurs était une calamité considérée comme dangereuse par le Maréchal qui même l'engageait fortement à les faire arrêter pour être rentrés au Mexique sans l'autorisation du ministre de la Guerre. Cette considération est concluante.

Du reste, à la date où on attribue ce document au général

Tavera, celui-ci donnait sa démission, ne voulant plus rester ministre de la Guerre dans la nouvelle situation faite aux relations du ministère avec le commandant de l'armée française, et aussi pour échapper aux conséquences des intrigues politiques qui se tramaient partout dans le gouvernement.

En somme, dans ces trois documents choisis ou fabriqués pour servir de pièces accusatrices, il n'y avait rien qui pût être reproché au Maréchal. Le premier n'articulait qu'un « on dit »; le second, pompeusement rédigé par Kodolitch, ne formulait que des banalités; le troisième enfin était absolument correct, en admettant même qu'il ne fût pas un faux, et il a fallu que le général Castelnau eût bien envie de trouver des preuves de griefs à faire au Maréchal pour considérer ces informations insignifiantes comme des arguments probants et révélateurs de sa « duplicité ». Il est vraiment incroyable qu'un homme sérieux, habile comme on le disait être, ait cru pouvoir employer, pour briser un maréchal de France, de pareilles armes qui n'étaient même pas chargées et devaient lui éclater dans les mains; car Napoléon III fut un jour édifié sur la naïve perspicacité de son mandataire très extraordinaire!

Si j'ai pu, avec l'aide du simple bon sens et la connaissance que j'avais des gens et des choses, apprécier ainsi que je viens de le faire la valeur réelle et le caractère de ces trois lettres et découvrir la manœuvre qui les a mises en cause, cette affaire résista encore bien moins aux investigations officielles dont elle fut l'objet.

Lorsque, quelques jours après le départ du rapport Castelnau à Napoléon III, fut découvert le brouillon révélateur, le Maréchal fit aussitôt une enquête qui donna des résultats plus concluants encore que mon appréciation personnelle que je n'ai rappelée, du reste, que parce qu'elle était à la portée de presque tout le monde, qu'elle fut celle de mes camarades et qu'elle eût dû venir à l'esprit du général Castelnau, s'il ne s'était pas laissé emballer sur une mauvaise voie tracée par des mystificateurs. Je ferai connaître ultérieurement le dé-

nouement de cette abominable machination, dont l'ignoble Fischer était l'artisan.

Ce qui est étonnant quand on étudie le fameux brouillon trouvé par notre camarade Lapierre dans le cabinet particulièrement discret du palais du commandant en chef, c'est la façon dont le général Castelnau présente l'affaire à son maître Napoléon III. Il déclare que les deux lettres de l'archevêque de Mexico et du colonel autrichien Kodolitch lui prouvent de la façon la plus irrécusable, ce dont il se doutait déjà (quel flair!), que les manœuvres secrètes du Maréchal avaient seules empêché l'empereur Maximilien de s'embarquer pour l'Europe. Est-ce de l'inconséquence ou de la mauvaise foi? Je veux préférer la première de ces hypothèses. Pourtant, le général ne pouvait ignorer les démarches qui, faites auprès de Maximilien par une députation du parti clérical quelques jours après son arrivée, à lui, au Mexique, avaient fait savoir « urbi et orbi » qu'il venait pour décider Maximilien à abdiquer, suivant la réponse faite par Napoléon III à l'Impératrice Charlotte; il ne pouvait ignorer non plus, ce que tout le monde savait, que Miramon et Marquez avaient obtenu formellement de Maximilien la promesse de rester au Mexique. Enfin, il devait savoir que la publication par les journaux américains de la trop fameuse lettre secrète de M. Eloin, avait dévoilé les intrigues de Maximilien en Autriche, intrigues qui mettaient ce Prince dans l'impossibilité de retourner dans son pays.

Tout le monde savait cela depuis des semaines. Et la folie de la malheureuse Impératrice, Castelnau ne l'ignorait pas non plus. Telles sont les vraies causes de l'évolution faite dans les résolutions de l'Empereur du Mexique. Mais au courtisan qui n'a pas réussi dans l'accomplissement de la haute mission qui lui avait été confiée, il était nécessaire de découvrir une grosse affaire destinée à expliquer et excuser sa déconvenue auprès de son maître, et surtout à mettre en relief, malgré cet échec, l'habileté qu'il avait déployée et la sagesse prudente avec laquelle il n'avait pas cru devoir user

des pouvoirs illimités que lui avait confiés l'Empereur Napoléon III.

Aussi avec quelle emphase annonce-t-il que la connaissance de ces documents lui imposait de sérieuses obligations ! D'une souris il fait une montagne ! Il avait deux partis à prendre, dit-il, retirer le commandement au Maréchal et le donner au général Douay. Comment ! prendre une mesure aussi grosse, aussi lourde de responsabilité, appuyée seulement par le raconter d'un archevêque à une princesse « in partibus », et par une déclaration vague et sans portée donnée par le colonel Kodolitch à un inconnu ! C'eût été de l'aberration ; le général Castelnau n'en a jamais eu l'imprudente pensée. Et pourtant, il n'hésite pas à dire à Napoléon III que c'était le parti le plus simple et aussi le plus *séduisant*. Le mot est absolument inconvenant dans la circonstance ; à moins qu'on le considère comme ayant été dicté par le désir de satisfaire à l'influence du général Douay, ce qui ne serait pas surprenant de sa part ; j'en ai donné des preuves dans les emprunts que j'ai faits à sa correspondance.

Quant au deuxième parti qu'il avait à prendre, je trouve, dans la façon dont il l'expose à l'Empereur, la révélation d'un esprit de courtisan par trop cynique. Le général de brigade, aide de camp de l'Empereur, pouvait à la rigueur exhiber des pouvoirs discrétionnaires ou plutôt indiscretionnaires, pour notifier une mesure ordonnée par l'Empereur et enlever le commandement ; mais il n'est pas possible d'admettre que cet officier, très inférieur en position, en âge, en services, ait pu prendre vis-à-vis d'un maréchal de France, l'attitude et le rôle d'un moraliste, pour « lui faire comprendre toute la gravité de ses torts, faire vibrer en lui les cordes sensibles, enfin le ramener à un dévouement absolu à l'Empereur »... Ce bel étalage des sentiments d'un mentor, n'avait d'autre but que de placer cette dernière exhortation, uniquement inspirée, dans la circonstance, par l'esprit du courtisan. Castelnau devait pourtant savoir que si un envoyé aussi extraordinaire que lui avait osé faire une pareille

morale au maréchal Pelissier, dont il avait été aide de camp, celui-ci l'aurait tout simplement fait « empoigner » !

Du reste, ce drame ne fut qu'imaginatif et destiné à faire vibrer la grosse caisse « pro domo sua » de l'aide de camp de l'Empereur, car il ne fut pas joué et le Maréchal n'en eut connaissance, ainsi que quelques initiés, que par l'imprudence de l'auteur qui, ayant porté la minute du livret dans le lieu de perdition, le seul qui lui convint du reste, oublia de la perdre.

Mais si la tragédie n'avait été montée que pour le papier, la comédie n'exista pas moins dans le petit entourage du Maréchal où on connaissait la campagne perfide secrètement menée par le général Castelnau, et où on admirait avec ironie, tout au moins, ses allures gravement déférentes et respectueuses pour le Maréchal, sa bonhomie gaie et souriante pour nous tous, et enfin les grandes et belles façons d'homme de cour, et ses saluts onduleux à l'égard de la Maréchale, toujours charmante, gracieuse et enjouée pour lui. Ah ! s'il avait su ce que nous savions, il n'aurait pas été le moins gêné de tous.

En tout cas, le général Castelnau, tout fier cependant d'avoir découvert, au compte du Maréchal, un complot à offrir à son Souverain, s'était bien gardé de faire le matamore ; il ne fit rien et ne dit rien au Maréchal. Mais il eut l'incroyable aplomb de dire à Napoléon : « Après mûre réflexion, et quand j'ai cru m'être bien inspiré des sentiments de Votre Majesté, je me suis abstenu de rien faire. » Cette déclaration est vraiment charmante et flatteuse pour les sentiments de Sa Majesté, qui sont... de ne rien faire ! Mais alors pourquoi donc l'avait-on envoyé au Mexique ? Cette naïveté rappelle singulièrement la charge : « La consigne est de ronfler ! »

Cependant le vaillant général ne désarma pas et il chercha un moyen de mettre le Maréchal en contradiction avec ses menées ténébreuses, afin de le mieux perdre. Il s'entendit avec le ministre de France, son compère, et proposa au Maréchal une conférence pour examiner officiellement, au point

de vue français, la situation qui résultait des déclarations faites par le gouvernement mexicain et qui dégagait la France de toutes les affaires purement mexicaines, mettant ainsi fin à notre intervention.

Comme conséquence de cette conférence, assez sournoise du reste, le général et le ministre de France proposèrent au Maréchal de rédiger la déclaration solennelle qui suit :

« Les soussignés, après avoir examiné sous toutes ses faces la question mexicaine, sont convenus de déclarer qu'ils ne voient plus qu'une solution possible pour sauvegarder tous les intérêts en cause : l'abdication de l'Empereur Maximilien.

« Les soussignés, malgré tout le regret qu'ils en éprouvent, ont résolu de constater solennellement cette opinion qu'ils feront immédiatement connaître au gouvernement de l'Empereur Napoléon.

« Fait à Mexico, le 8 décembre 1866,

« Maréchal BAZAINE, DANO, CASTELNAU. »

Ce document était une simple absurdité et n'avait aucune opportunité. Il était ridicule, car l'Empereur Maximilien et son gouvernement n'avaient qu'à répondre à cette déclaration solennelle (?) par la contre-déclaration non moins solennelle que voici : « Votre opinion était connue depuis l'arrivée du message de Napoléon III; mais maintenant, elle n'a pour nous aucune importance; notre pacte est rompu et vous n'avez plus à vous occuper de nos affaires politiques. En conséquence, votre déclaration est plus que jamais inutile et sans valeur pour nous! » Il me paraît que cette réponse du berger à la bergère devait suffire et que le gouvernement, ainsi condamné à mort, n'avait aucune gratitude à recevoir « les regrets » qui ressemblaient à s'y méprendre aux classiques « larmes du crocodile » !

Le Maréchal, tout en partageant sans doute les idées que je viens d'émettre, ne pouvait se refuser à signer ce docu-

ment; mais il ne dut le faire qu'avec une répugnance bien naturelle. Je dégage donc sa responsabilité dans cette déclaration dépourvue de nécessité et surtout de dignité. Et qu'on me permette de dire d'une façon un peu dure peut-être, mais que je crois juste : ce n'était pas même un coup d'épée dans l'eau, mais bien plutôt malheureusement « le coup de pied de l'âne » dont le général Castelnau s'était fait l'éditeur responsable.

Il ne faudrait pas croire cependant que ce document, pour le moins banal et inutile, fût uniquement destiné à influencer l'esprit de Napoléon III en faveur de son auteur, Castelnau, ce serait une erreur, car il avait un but plus effectif auquel le général le destinait. Et le Maréchal, sans s'en douter, fut menacé d'un danger bien plus sérieux que celui auquel il était exposé par les fameux documents que son inquisiteur avait déjà envoyés à l'Empereur Napoléon.

En effet, au sujet de cette déclaration, d'apparence inopportune et inoffensive, ou plutôt même à cause d'elle, il se produisit alors une aventure étrange et ténébreuse qui était destinée à consommer la perte du Maréchal. Cette aventure, que je qualifie de conspiration, fut absolument ignorée à l'époque où elle se trama dans l'ombre et le mystère. Les quelques acteurs principaux la connurent seuls et, si le but de cette entreprise machiavélique ne fut pas atteint, c'est, à mon avis, parce que les conjurés reculèrent devant l'énormité de l'exécution consécutive et l'invraisemblance des justifications qu'ils pourraient mettre à l'appui. On ne connut, à cette époque que les prodromes apparents de l'affaire à laquelle prirent part un très petit nombre de personnes remplissant un rôle dans l'exécution d'une démarche qui, ayant échoué, n'attira pas l'attention.

Cet incident était destiné à produire les plus graves conséquences, la chute du Maréchal; et, bien qu'avorté et étouffé, il en suscita néanmoins d'assez sérieuses. Il convient pour ces raisons d'en faire un historique complet et détaillé pour

répandre la lumière sur une des périodes les plus ténébreuses et les plus dénaturées de notre intervention.

Vers le milieu de décembre, Maximilien, cédant aux instances du gouvernement qui lui reprochait de se tenir éloigné du foyer des affaires au moment où il importait qu'il s'en occupât activement, se décida à quitter l'ermitage de l'hacienda où, près d'Orizaba, Fischer le tenait séquestré, et vint s'établir à Puebla. Ce rapprochement n'était pas encore suffisant, mais ledit Padre Fischer ne voulait absolument pas laisser Maximilien revenir à Mexico, car il lui serait difficile d'écarter de sa personne tous les personnages qui avaient à conférer avec elle, surtout les Français. Il ne pourrait plus dominer à son aise le Souverain et le tenir en chartre privée, comme il le faisait si complètement, alors qu'il venait d'être débarrassé du capitaine Pierron et restait le seul être qui approchât l'Empereur.

Le 17 décembre, Maximilien arriva à Puebla, mais il fut installé encore à l'écart, dans une hacienda voisine appartenant à l'évêque. Il convient, d'autre part, de faire remarquer que, depuis quelques jours, se trouvait à Puebla le général Douay, dont les troupes commençaient à s'échelonner sur la route conduisant à la mer. Cet officier général avait reçu l'ordre du Maréchal d'établir son quartier général dans cette place pour garder la ligne de retraite de l'armée française. Le général Douay, comme c'était son devoir, alla se présenter à l'Empereur qu'il n'avait, je crois, jamais vu, étant toujours resté loin de la capitale.

Ici commence l'aventure extraordinaire qui doit être mise en lumière après être restée trop longtemps dans des ténèbres de commande.

En apprenant le rapprochement de l'Empereur, M. Dano et le général Castelnau, poursuivant, sans doute, la réalisation d'une combinaison secrète, résolurent de profiter de cette circonstance pour mettre en œuvre les conclusions de la note du 8 décembre, signifiant à l'Empereur la nécessité d'une abdication. Ils se mirent en route sans prévenir le Maréchal, soi-

disant pour tenter un dernier effort auprès de Maximilien. Pourtant ils savaient bien que cette tentative ne pouvait être que vaine, en considérant surtout que ce commencement du retour du Souverain devait détruire tout espoir, car il était la preuve d'une volonté ferme de rester au Mexique. Ils obtinrent une entrevue de Maximilien et revinrent à Mexico, sans faire connaître le résultat de leur démarche. De ce qui se passa à Puebla, on ne sut rien, si ce n'est qu'il s'y déroula des choses tellement curieuses et intéressantes que l'Empereur écrivit qu'il se proposait d'en publier le récit en Europe. La vérité est que son intention de rester au Mexique fut confirmée à la suite des incidents de la visite des représentants de la France. On ne sut pas davantage ce que, à son retour, le général Castelnau raconta au Maréchal qui, lui, ne dit rien à personne. En tout cas, aucune modification apparente ne parut dans les relations au palais. Le général reprit son attitude respectueuse pour le Maréchal et ses grands airs aimables à l'égard de la Maréchale; avec nous, les officiers de la maison, il n'a jamais cessé d'être bienveillant, j'ajouterais même adroit.

Ainsi, un grand scandale avait failli éclater à Mexico dans le camp français sans qu'on en ait eu connaissance et on l'aurait peut-être ignoré toujours, sans la révolution qui se produisit en France quatre ans après, livrant à la publicité les événements les plus mystérieux, grands ou petits, consignés dans la correspondance impériale. Ce qu'il y a de plus étrange en cette affaire, c'est qu'au général Douay et à sa plume empoisonnée, je dois demander la révélation de l'intrigue qui s'est déroulée à Puebla le 22 décembre 1866.

Je fais donc encore appel à sa correspondance qui, dans la circonstance, est une page d'histoire, vraie ou fausse, en tout ou en partie, ce que je m'efforcerai de faire ressortir. Je ne puis me borner au choix de quelques citations; l'importance et la gravité de la cause m'obligent à reproduire in extenso le texte de la lettre écrite le 27 décembre 1866. La connaissance complète de ce factum est indispensable pour

l'apprécier à sa valeur et permettre à tout esprit indépendant et surtout impartial de formuler un jugement sain. C'est à un crible épurateur qu'il faut passer cette volumineuse philippique.

Afin d'éviter la répétition des passages qui comportent une critique motivée et explicative, je reproduirai le texte et, prenant corps à corps chaque assertion à combattre, j'intercalerai les éléments de la critique que nécessite la mise au point sévère et sans défaillance de ce document scandaleux qui dépasse toutes les limites de la calomnie et de la déloyauté.

« Puebla, 27 décembre 1866.

« L'Empereur Maximilien, après avoir pris à Orizaba le parti de continuer à régir les destinées de son heureux peuple, est arrivé ici le 17. Il n'a pas voulu entrer en ville et s'est arrêté dans une maison de campagne de l'évêque. Quelques jours après, c'est-à-dire le 22 décembre, le ministre de France, Dano et le général Castelnau sont venus de Mexico, avec la mission, convenue entre les trois plénipotentiaires de l'Intervention, de représenter à l'Empereur Maximilien les dangers de la situation, tant pour lui que pour les intérêts de la France au Mexique. »

Cette manière de présenter la déclaration du 8 décembre est inexacte. Ce document a un tout autre caractère et il n'y est pas question d'intérêts de la France en particulier, pas plus que de ceux de Maximilien.

« Le Souverain, connaissant l'objet de la démarche de ces messieurs, et, conseillé par les insidieux personnages qui le tiennent à présent en chartre privée, il a essayé de diviser les ambassadeurs afin de gagner du temps. Et voilà comment on s'y est pris : à la demande d'audience des négociateurs, il a répondu qu'il désirait avant tout recevoir la visite du général Castelnau, envoyé de l'Empereur Napoléon, et que, dans cette visite, on le traiterait, lui, l'Empereur, en convalescent et qu'il ne serait pas agité de question politique; qu'il assignerait une autre audience pour causer des affaires avec

le ministre et le général. Cette proposition fut acceptée naturellement, et le général Castelnau se présenta et fut très bien accueilli; la conversation ne prit aucun caractère diplomatique, et l'Empereur, en le congédiant, lui annonça très simplement qu'il lui enverrait dans la soirée une personne de sa confiance intime pour lui parler d'affaires. Ce personnage vint trouver dans la soirée, en effet, le général Castelnau. C'était le Padre Finke. Ce digne ecclésiastique ouvrit le feu de toutes ses batteries pour étourdir et asphyxier le bon Castelnau. »

On découvre déjà que le général Douay, qui avait la prétention de tout savoir et de tout juger au Mexique, ne connaissait même pas encore le Padre Fischer, d'abord parce qu'il dénaturait son nom et qu'il qualifiait de « digne » ecclésiastique cet aventurier libertin égaré dans une soutane; car c'était bien le malin Fischer qui entra en scène comme le « Deus ex Machina » de toute l'intrigue qui allait se jouer, mais en substituant, bien entendu, dans le rôle, le Diable au bon Dieu! Aussi, c'est bien sans penser si justement parler, que le général Douay déclare qu'il voulait asphyxier le bon Castelnau. Cette lourde facétie « des canons de l'église » manque absolument de sel et d'à-propos!

Voici à peu près son langage : « Vous êtes, général, maître de la situation; vous avez plu à l'Empereur, qui désire s'entendre exclusivement avec vous qui représentez votre Empereur. Les conditions qu'il acceptera, seront, passant par votre intermédiaire, des arrangements de souverain à souverain. »

Quelle flagornerie à l'adresse du général et quelle impertinente allusion à la qualité excessive d'« alter ego » que Napoléon III lui avait donnée! Et le bon Castelnau n'a pas vu par cet imprudent début, que le Padre voulait se payer sa tête et le rouler. Il est vrai qu'il était proclamé maître de la situation et que, peut-être, il le croyait déjà! En tout cas, il aurait dû se méfier du bloc enfariné, et arrêter net cet audacieux raseur dans cette voie embarrassante et perfide; il